

de dag van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* in werking voor de toekenning van de betrekking van inspecteur-generaal of van bestuursdirecteur, die in de personeelsformatie van het Ministerie van Ambtenarenzaken is opgenomen door artikel 5 van het koninklijk besluit van 19 september 1994 houdende oprichting, organisatie en vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Ambtenarenzaken.

Art. 2. Onze Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 september 1994.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
L. TOBBACK

la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* pour l'attribution de l'emploi d'inspecteur général ou de directeur d'administration prévu au cadre du Ministère de la Fonction publique par l'article 5 de l'arrêté royal du 19 septembre 1994 portant création, organisation et fixation du cadre du Ministère de la Fonction publique.

Art. 2. Notre Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 septembre 1994.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
L. TOBBACK

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN
COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 94 — 2579

18 JUILLET 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux titres délivrés par l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, notamment les articles 6, 9 et 10 modifiés par le décret du 16 avril 1991;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 23, alinéa 2, inséré par le décret du 16 avril 1991;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991, tel que modifié, notamment les articles 45, 46, 47, 53, 57, 75 et 76;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er octobre 1991 relatif à l'établissement de l'équivalence des titres délivrés dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale concernant la délivrance des titres dans l'enseignement de promotion sociale de type court et de régime 1;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — Définitions et champs d'application

Article 1er. Le présent arrêté s'applique aux sections de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1 qui sont sanctionnées :

- a) soit par des diplômes et/ou grades correspondant à ceux délivrés par l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice;
- b) soit par des diplômes spécifiques à l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1;
- c) soit par le certificat d'aptitude pédagogique visé à l'article 46 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- 1° le décret : le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;
- 2° une section : une section de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1;
- 3° un titre correspondant : un des titres correspondant à ceux délivrés par l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice;
- 4° un titre spécifique : un titre spécifique à l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1;
- 5° les activités d'enseignement : les activités d'enseignement définies à l'article 2, 4°, à l'exception des points c et f, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1;
- 6° la Commission de concertation : la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale;
- 7° un dossier pédagogique : un dossier pédagogique d'une section tel que visé à l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1.

CHAPITRE 2. — *Titres spécifiques*

Art. 3. § 1er. Un titre spécifique est délivré à l'étudiant qui termine avec fruit une section comportant moins de 1 200 périodes d'activités d'enseignement.

Le titre visé ci-dessus est libellé comme suit : « Diplôme de... », suivi de l'intitulé de la section tel qu'il figure dans le dossier pédagogique approuvé de la section concernée, suivi de « spécifique à l'enseignement supérieur... », suivi de la catégorie de l'enseignement supérieur à laquelle appartient la section, suivi de « de promotion sociale de type court ».

§ 2. Le titre visé à l'article 1er, c), est libellé comme suit : « Certificat d'aptitude pédagogique ».

§ 3. Une attestation récapitulative est délivrée à l'étudiant qui possède les attestations de réussite de toutes les unités constitutives d'une section, pour laquelle il n'obtient pas au moins 60 au pourcentage final visé à l'article 22 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de régime 1.

Cette attestation reprend les intitulés des différentes activités d'enseignement, ainsi que le nombre de périodes qui y sont consacrées, telles qu'elles figurent aux documents de référence des unités de formation constitutives de la section concernée.

Si la même activité apparaît sur plusieurs documents de référence d'unités de formation, elle n'est reprise qu'une seule fois : les périodes y relatives sont additionnées.

Le pourcentage obtenu dans chacune des matières est indiqué.

L'attestation est libellée comme suit : « Récapitulatif des attestations de réussite des unités de formation constitutives de... », suivi de l'intitulé de la section tel qu'il figure dans le dossier pédagogique approuvé de la section concernée, suivi de « spécifique à l'enseignement supérieur... », suivi de la catégorie de l'enseignement supérieur à laquelle appartient la section, suivi de « de promotion sociale de type court ».

Cette attestation reprend de phrase suivante :

« Considérant qu'il (elle) n'obtient pas 60 au pourcentage final visé à l'article 22 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de régime 1, le diplôme sanctionnant cette section ne peut lui être conféré. »

Art. 4. § 1er. Un titre spécifique est délivré à l'étudiant qui termine avec fruit une section comportant au moins 1 200 périodes d'activités d'enseignement lorsque ce titre sanctionne un ensemble de compétences correspondant à un profil professionnel déterminé par le Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale, dans les cas suivants :

1° il n'existe pas, pour la section concernée, de dossier pédagogique approuvé par le Gouvernement sur avis conforme de la commission de concertation;

2° le dossier pédagogique de la section approuvé par le Gouvernement ne couvre pas, en plus de l'ensemble des compétences visées au présent alinéa, l'ensemble des autres compétences couvertes par la section de l'enseignement supérieur de plein exercice et de type court sanctionnée par un titre identique;

3° la procédure prévue à l'article 75 du décret n'aboutit pas à ce que le Gouvernement déclare équivalents les ensembles de compétences sanctionnés par les titres concernés.

§ 2. Un titre spécifique est également délivré à l'étudiant qui termine avec fruit une section comportant au moins 1 200 périodes d'activités d'enseignement et dont le profil professionnel correspond à une profession pour laquelle, il n'existe pas de titre correspondant dans l'enseignement supérieur de plein exercice de type court.

§ 3. Le titre de gradué ne peut être délivré qu'à l'issue d'une section comportant au moins 1 200 périodes d'activité d'enseignement.

§ 4. Les titres visés aux paragraphes 1er, 2 et 3 du présent article sont libellés comme suit. « Diplôme de... », suivi de l'intitulé de la section tel qu'il figure dans le dossier pédagogique de la section concernée, suivi de « spécifique à l'enseignement supérieur... », suivi de la catégorie de l'enseignement supérieur à laquelle appartient la section, suivi de « de promotion sociale de type court ».

L'intitulé de la section se réfère au profil professionnel visé.

CHAPITRE 3. — *Titres correspondants*

Art. 5. Un titre correspondant est délivré à l'étudiant qui termine avec fruit une section dont le dossier pédagogique a été approuvé par le Gouvernement et lorsque la procédure prévue à l'article 75 du décret aboutit à ce que le Gouvernement déclare que ce titre sanctionne un ensemble de compétences équivalant à l'ensemble des compétences sanctionné par un des titres délivrés par l'enseignement supérieur de plein exercice de type court.

Le titre correspondant est libellé comme suit : « Diplôme de... », suivi de l'intitulé de la section tel qu'il figure dans le dossier pédagogique de la section concernée, suivi de « de l'enseignement supérieur... », suivi de la catégorie de l'enseignement supérieur à laquelle appartient la section, suivi de « de promotion sociale et de type court, correspondant au titre de... », suivi du titre délivré par l'enseignement supérieur de plein exercice pour lequel la correspondance a été dûment reconnue par le Gouvernement à l'issue de la procédure prévue à l'article 75 du décret.

Le titre mentionnera la durée de la section et la référence à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française approuvant le dossier pédagogique concerné sur avis conforme de la Commission de concertation.

CHAPITRE 4. — *Les spécialisations — Les post-graduats*

Art. 6. Ne sont admis dans les sections sanctionnées par un des titres visés au présent chapitre que les étudiants qui sont déjà porteurs d'au moins un autre titre délivré par l'enseignement supérieur de plein exercice ou d'un diplôme délivré par l'enseignement supérieur de promotion sociale ou qui en maîtrisent les compétences. Ces compétences sont vérifiées conformément aux articles 3 et 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juillet 1993 fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises en dehors de l'enseignement de promotion sociale de régime 1.

Art. 7. Les diplômes de spécialisation sont délivrés à l'issue d'une section d'une durée au moins équivalente à une année d'études dans l'enseignement supérieur de plein exercice de type court.

Le titre visé ci-dessus est libellé comme suit : « Diplôme de spécialisation en (de)... », suivi de l'intitulé de la section tel qu'il figure dans le dossier pédagogique approuvé de la section concernée, suivi de « spécifique à l'enseignement supérieur... », suivi de la catégorie de l'enseignement supérieur à laquelle appartient la section, suivi de « de promotion sociale de type court ».

Art. 8. Les diplômes de post-graduats sont délivrés à l'issue d'une section d'une durée au moins équivalente à une année d'études dans l'enseignement supérieur de plein exercice de type court et comportant au moins 750 périodes d'activités d'enseignement.

Le titre visé ci-dessus est libellé comme suit : « Diplôme de post-graduat en (de)... » suivi de l'intitulé de la section concernée, suivi de « spécifique à l'enseignement supérieur... », suivi de la catégorie de l'enseignement supérieur à laquelle appartient la section, suivi de « de promotion sociale de type court ».

CHAPITRE 5. — *Dispositions finales*

Art. 9. Le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions fixe les modèles des diplômes délivrés par l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 30 juin 1994.

Art. 11. Le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 juillet 1994.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 94 — 2579

18 JULI 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de door het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1 uitgereikte bekwaamheidsbewijzen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd bij het besluit van de Regent d.d. 31 december 1949, inzonderheid op de artikelen 6, 9 en 10, gewijzigd bij het decreet van 16 april 1991;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 23, lid 2, ingevoegd bij het decreet van 16 april 1991;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991, houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd, inzonderheid op de artikelen 30, 39, 40, 75 en 76;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 1 oktober 1991 tot vaststelling van de gelijkwaardigheid van diploma's uitgereikt in het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 november 1991 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 20 juli 1993 houdende algemene regeling van de studie in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van het onderwijs voor sociale promotie betreffende het uitreiken van bekwaamheidsbewijzen in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Ministerie van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen en toepassingsgebieden*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de afdelingen van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel I die worden bekrachtigd :

a) ofwel door diploma's en/of graden die overeenstemmen met die uitgereikt door het hoger onderwijs van het korte type en met volledig leerplan;

b) ofwel door diploma's eigen aan het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1;

c) ofwel door het getuigschrift voor pedagogische bekwaamheid bedoeld in artikel 46 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient men te verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

2° een afdeling : een afdeling van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1;

3° een overeenstemmend bewijs : een van de bekwaamheidsbewijzen die overeenstemmen met die welke in het hoger onderwijs van het korte type en met volledig leerplan worden uitgereikt;

4° een specifiek bewijs : een bewijs eigen aan het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1;

5° de onderwijsactiviteiten : de onderwijsactiviteiten bepaald in artikel 2, 4°, met uitsluiting van de punten c en f, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 20 juli 1993 houdende algemene regeling van de studie in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1;

6° de Overlegcommissie : de Overlegcommissie van het onderwijs voor sociale promotie;

7° een pedagogisch dossier : een pedagogisch dossier van een afdeling zoals bedoeld in artikel 8 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 november 1991, betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

HOOFDSTUK 2. — *Specifieke bekwaamheidsbewijzen*

Art. 3. § 1. Een specifiek bekwaamheidsbewijs wordt uitgereikt aan de student die met goed gevolg een afdeling beëindigt die ten minste 1200 uren onderwijsactiviteiten omvat.

Het hierboven bedoelde bewijs wordt als volgt opgesteld : « diploma van ... », gevolgd door de benaming van de afdeling zoals deze vermeld staat in het goedgekeurde pedagogisch dossier van de betrokken afdeling, gevolgd door « eigen aan het hoger onderwijs ... », gevolgd door de categorie van het hoger onderwijs waartoe de afdeling behoort, gevolgd door « voor sociale promotie van het korte type ».

§ 2. Het in artikel 1, c), bedoelde bewijs luidt als volgt :

« Getuigschrift van opvoedkundige bekwaamheid ».

§ 3. Een samenvattend attest wordt uitgereikt aan de student die de attesten van wetslagen bezit van al de samenstellende eenheden van een afdeling waarvoor hij niet minstens 60 bekamt voor het eindpercentage bedoeld in artikel 22 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 20 juli 1993 houdende algemene regeling van de studie in het hoger onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

Dit attest somt de benamingen van de verschillende onderwijsactiviteiten op, alsmede het aantal lesuren die hieraan besteed zijn, zoals ze vermeld staan in de verwijzingsdocumenten van de samenstellende opleidings-eenheden van de betrokken afdeling.

Indien dezelfde activiteit op verschillende verwijzingsdocumenten van opleidingseenheden voorkomt, wordt ze één enkele keer opgenomen : de lesuren die hierop betrekking hebben worden toegevoegd.

Het verkregen percentage in elke materie wordt aangeduid.

Het attest wordt als volgt opgesteld : « Samenvatting van de attesten van wetslagen van de samenstellende opleidingseenheden van ... », gevolgd door de benaming van de afdeling zoals deze voorkomt in het goedgekeurde pedagogisch dossier van de betrokken afdeling, gevolgd door « eigen aan het hoger onderwijs ... », gevolgd door de categorie van het hoger onderwijs waartoe de afdeling behoort, gevolgd door « voor sociale promotie van het korte type ».

Dit attest neemt de volgende zin over :

« Overwegende dat hij (...) geen 60 verkrijgt voor het eindpercentage bedoeld in artikel 22 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juli 1993 houdende algemene regeling van de studie in het hoger onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, mag het diploma dat deze afdeling bekrachtigt, hem niet worden uitgereikt ».

Art. 4. § 1. Een specifiek bekwaamheidsbewijs wordt uitgereikt aan de student die met goed gevolg een afdeling beëindigt met ten minste 1200 lesuren onderwijsactiviteiten, wanneer dat bewijs een geheel van bevoegdheden berokkent, overeenstemmend met een beroepsprofiel bepaald door de Hoge Raad voor het onderwijs voor sociale promotie, in volgende gevallen :

1^o er is voor die afdeling geen pedagogisch dossier, goedgekeurd door de Regering op eensluidend advies van de overlegcommissie;

2^o het pedagogisch dossier van de afdeling, goedgekeurd door de Regering omvat, buiten het in dit lid bedoelde geheel van bevoegdheden, niet het geheel van de andere bevoegdheden waarop de afdeling van het hoger onderwijs met volledig leerplan en van het korte type, bekrachtigd door een identiek bekwaamheidsbewijs, betrekking heeft;

3^o de procedure bedoeld in art. 75 van het decreet heeft niet tot gevolg dat de Regering de bevoegdheids-gehelen, bekrachtigd door bedoelde bewijzen, gelijkwaardig verklaart.

§ 2. Een specifiek bekwaamheidsbewijs wordt ook uitgereikt aan de student die met goed gevolg een afdeling beëindigt met ten minste 1200 lesuren onderwijsactiviteiten en wanneer het beroepsprofiel overeenstemt met een beroep waarvoor in het hoger onderwijs met volledig leerplan van het korte type geen overeenstemmend bekwaamheidsbewijs bestaat.

§ 3. Het graduaat kan slechts uitgereikt worden na beëindiging van een afdeling met ten minste 1200 lesuren onderwijsactiviteiten.

§ 4. De in de §§ 1, 2 en 3 van dit artikel bedoelde bekwaamheidsbewijzen worden als volgt opgesteld :

« Diploma van... », gevolgd door de benaming van de afdeling zoals deze voorkomt in goedgekeurde pedagogisch dossier van de betrokken afdeling, gevolgd door « eigen aan het hoger onderwijs... », gevolgd door de categorie van het hoger onderwijs waartoe de afdeling behoort, gevolgd door « voor sociale promotie van het korte type ».

De benaming van de afdeling verwijst naar het bedoelde beroepsprofiel.

HOOFDSTUK 3. — *Overeenstemmende bekwaamheidsbewijzen*

Art. 5. Een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs wordt uitgereikt aan de student die met goed gevolg een afdeling beëindigt waarvan het pedagogisch dossier goedgekeurd is door de Regering en wanneer de procedure, bepaald in art. 75 van het decreet, tot gevolg heeft dat de Regering het geheel van bevoegdheden, door dat bewijs bekrachtigd, gelijkwaardig verklaart met dat, bekrachtigd door een van de door het hoger onderwijs met volledig leerplan van het korte type uitgereikte bekwaamheidsbewijzen.

Het overeenstemmende bekwaamheidsbewijs wordt als volgt opgesteld :

« Diploma voor ... » gevolgd door de benaming van de afdeling die vermeld staat in het pedagogisch dossier van de betrokken afdeling, gevolgd door « van het hoger onderwijs ... », gevolgd door de categorie van het hoger onderwijs waartoe de afdeling behoort, gevolgd door « voor sociale promotie en van het korte type, overeenstemmend met het bekwaamheidsbewijs van ... », gevolgd door het bekwaamheidsbewijs uitgereikt door het hoger onderwijs met volledig leerplan waarvoor de overeenstemming behoorlijk werd erkend door de Regering na afloop van de in artikel 75 van dit decreet bepaalde procedure.

Het bekwaamheidsbewijs vermeldt de duur van de afdeling en de verwijzing naar het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij het betrokken pedagogisch dossier op eensluidend advies van de Overlegcommissie werd goedgekeurd.

HOOFDSTUK 4. — *De specialisaties — De postgraduat*

Art. 6. Tot de afdelingen die bekrachtigd worden door één van de in dit hoofdstuk bedoelde bekwaamheidsbewijzen worden enkel toegelaten de studenten die reeds houder zijn van ten minste een ander bekwaamheidsbewijs uitgereikt door het hoger onderwijs met volledig leerplan of van een diploma uitgereikt door het hoger onderwijs voor sociale promotie of die deze vaardigheden machtig zijn. Deze vaardigheden worden nagegaan overeenkomstig de artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 8 juli 1993 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de vaardigheden opgedaan buiten het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

Art. 7. De specialisatiediploma's worden uitgereikt na beëindiging van een afdeling waarvan de duur gelijk is aan minstens een studiejaar in het hoger onderwijs met volledig leerplan en van het korte type.

Het bovenvermelde bekwaamheidsbewijs wordt als volgt opgesteld : « Specialisatiediploma voor (van) ... » gevolgd door de benaming van de afdeling zoals deze voorkomt in het goedgekeurde pedagogisch dossier van de betrokken afdeling, gevolgd door « eigen aan het hoger onderwijs », gevolgd door de categorie van het hoger onderwijs waartoe de afdeling behoort, gevolgd door « voor sociale promotie van het korte type ».

Art. 8. De diploma's voor postgraduat worden uitgereikt na beëindiging van een afdeling waarvan de duur gelijk is aan ten minste een studiejaar in het hoger onderwijs met volledig leerplan en van het korte type, omvattende minstens 750 lesuren onderwijsactiviteiten.

Het hierboven bedoelde bekaamheidsbewijs wordt als volgt opgesteld : « Diploma van postgraduaat voor (van) ... » gevolgd door de benaming van de betrokken afdeling, gevolgd door « eigen aan het hoger onderwijs ... », gevolgd door de categorie van het hoger onderwijs waartoe de afdeling behoort, gevolgd door « voor sociale promotie van het korte type ».

HOOFDSTUK 5. — Slotbepalingen

Art. 9. De Minister van de Franse Gemeenschap, bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie, bepaalt de modellen van de diploma's uitgereikt door het onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking op 30 juni 1994.

Art. 11. De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 juli 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

F. 94 — 2580

18 JUILLET 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux titres délivrés par l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, notamment les articles 6, 9 et 10 modifiés par le décret du 16 avril 1991;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 23, alinéa 2, inséré par le décret du 16 avril 1991;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991, tel que modifié, notamment les articles 30, 39, 40, 75 et 76;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} octobre 1991 relatif à l'établissement de l'équivalence des titres délivrés dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale concernant la délivrance des titres dans l'enseignement de promotion sociale de régime 1;

Vu la concertation menée avec les représentants des différents pouvoirs organisateurs;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champs d'application

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux sections de l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1 qui sont sanctionnées :

a) soit par des certificats correspondant à ceux délivrés par l'enseignement secondaire de plein exercice, y compris le certificat d'études de base et les titres dénommés certificats de qualification qui sont délivrés dans l'enseignement secondaire de plein exercice au terme du troisième degré;

b) soit par des certificats spécifiques à l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o le décret : le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2^o une section : une section de l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1;

3^o une section « complément-certificat d'enseignement secondaire supérieur » : une des sections dont le dossier pédagogique a été approuvé par le Gouvernement en vue de la délivrance du certificat correspondant au certificat d'enseignement secondaire supérieur aux étudiants qui possèdent un des titres du degré secondaire supérieur visés à l'article 4, § 1^{er}, 2^o ou à l'article 5 du présent arrêté;

4^o une section « complément-certificat d'enseignement secondaire inférieur » : une des sections dont le dossier pédagogique a été approuvé par le Gouvernement en vue de la délivrance du certificat correspondant au certificat d'enseignement secondaire inférieur aux étudiants qui possèdent un des titres du degré secondaire inférieur visés à l'article 4, § 1^{er}, 2^o;

5^o un titre correspondant : un des titres correspondant à ceux délivrés par l'enseignement secondaire de plein exercice, y compris le certificat d'études de base et les titres dénommés certificats de qualification qui sont délivrés dans l'enseignement secondaire de plein exercice au terme du troisième degré;

6^o un titre spécifique : un titre spécifique à l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1;

7^o les activités d'enseignement : les activités d'enseignement définies à l'article 2, 4^o à l'exclusion du point f, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1;

8^o la Commission de concertation : la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale;

9^o un dossier pédagogique : un dossier pédagogique d'une section tel que visé à l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1.